

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté préfectoral  
de mise en demeure du 3 août 2023  
Société VALORISOL  
Commune de Villeneuve-Les-Sablons**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. R. 512-54 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts sur la commune de Villeneuve-les-Sablons et vu l'arrêté complémentaire du 27 octobre 2020 actant la nouvelle rubrique n° 2780-3.a ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 mettant en demeure la société VALORISOL, exploitant une installation de compostage de biodéchets sise sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons :

- de respecter les dispositions de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, en transmettant un dossier de réexamen ;
- de respecter les dispositions de l'article 7.6.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020, en mettant à disposition une réserve d'eau propre accessible et opérationnelle pour les services de l'incendie et des secours d'au moins 120 m<sup>3</sup> ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 6 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les points suivants :

1. Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) avait constaté que le site VALORISOL sis sur la commune de Villeneuve-le-Sablons ne disposait pas d'une réserve d'eau propre accessible. La réserve d'eau propre actuellement présente de 130 m<sup>3</sup> nécessitait d'être déplacée côté sud, derrière le bâtiment et sur la plateforme en béton réalisée à cet effet, pour être utilisable ;
2. La réserve de 130 m<sup>3</sup> a été réceptionnée par le SDIS (cf. certificat de réception du 4 juillet 2023) ;
3. Le point d'eau a été pris en compte par le SDIS pour entrer dans la nomenclature des ressources hydrauliques pour la défense contre l'incendie de la commune de Villeneuve-le-Sablons et inscrit sous le numéro d'ordre 01316-60678-00003 ;
4. En conséquence, l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 7.6.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 et à celle de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023 ;
5. La société VALORISOL exploite une plateforme de compostage de déchets verts sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Sablons (60175) ;
6. Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2020. Classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante relative :
  - 3532 – Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...] ;
7. Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables ;
8. En application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement et en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant a adressé au préfet le 16 janvier 2024 un dossier de réexamen concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale ;
9. L'instruction de ce dernier a été soldée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024 ;
10. En conséquence, l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023 ;
11. Il en ressort que la mise en demeure du 3 août 2023 peut être levée.

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 août 2023, délivré à la société VALORISOL pour ses installations sises sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons, sont abrogées.

**Article 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

**Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villeneuve-Les-Sablons pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villeneuve-Les-Sablons fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Villeneuve-Les-Sablons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France (ou la directrice départementale de la protection des populations), l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **15 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

2505 .MAL 21

**Destinataires :**

**Société VALORISOL**

**Le maire de la commune de Villeneuve-Les-Sablons**

**Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France**

**L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France**